

ÉTUDE HAVAS HORIZONS

**FINANCER LA CROISSANCE
AFRICAINNE À HORIZON 2030 :
PERCEPTION DES INVESTISSEURS
INTERNATIONAUX**

OCTOBRE 2021

PENSER L'AVENIR DE L'AFRIQUE. LE CONSTRUIRE. ENSEMBLE.

Nous sommes très heureux de vous partager la cinquième édition de l'étude Havas Horizons « Financer la croissance africaine ». Cette année, à l'aube d'une décennie nouvelle, nous nous sommes attelés à comprendre les dynamiques économiques qui animent, et animeront, le continent à horizon 2030.

Fruit de la collaboration des équipes de la Commission Économique pour l'Afrique des Nations Unies et du Groupe Havas, cette étude nous permet de mieux saisir les perceptions des investisseurs internationaux sur les grandes tendances d'avenir au niveau continental, mais aussi par région, par pays et par secteur d'activité.

À l'heure des grandes incertitudes liées à la pandémie mondiale que nous traversons, et dont ont résulté une déstabilisation généralisée des marchés, une diminution des échanges commerciaux, comme un arrêt brutal de la circulation des personnes, les enjeux de croissance sont décisifs.

Paradoxalement, alors que le monde se referme, les investisseurs internationaux que nous avons interrogés en appellent à l'ouverture. Ainsi, ils considèrent comme principal atout la constitution d'un marché continental intégré qui favorisera les échanges internes, les projets d'infrastructures transnationaux, comme la diversification des économies africaines. En sommes, créer des liens pérennes pour construire un avenir économique durable, inclusif et prospère.

Surtout, et après la fuite de capitaux étrangers au début de l'année 2020 suite aux décisions d'un certain nombre d'institutions financières de réorienter leurs investissements vers des marchés plus matures, et perçus comme moins risqués, l'optimisme affiché par nos répondants laisse entrevoir un retour des investissements, et ce sur l'ensemble du continent, et dans de nombreux secteurs.

Des inquiétudes quant à l'instabilité politique et sécuritaire comme aux problématiques de gouvernance demeurent. Les récents événements dans de nombreuses régions renforceront d'ailleurs ce sentiment de difficultés chroniques en la matière. Toutefois, les nombreux atouts et opportunités incarnées par la ZLECAf ou par la consolidation d'une classe moyenne active, mais aussi par les nombreux succès de groupes panafricains dans tous les domaines, ou encore par les perspectives de développement de secteurs d'activités prometteurs nourrissent l'optimisme des investisseurs.

Dans cette édition nous nous sommes d'ailleurs attelés à mieux comprendre, en profondeur, les tendances d'avenir liées à l'innovation, à la dynamique démographique, à la transition énergétique, aux nouveaux modèles agricoles, et aux infrastructures.

Enfin, nous avons souhaité donner la parole à des dirigeants de premier plan, qui participent, chaque jour davantage, à la transformation du continent et incarnent l'impératif de permettre aux entrepreneurs et innovateurs africains de pouvoir déployer toute leur créativité, leur ingéniosité, leur énergie. Pour le bénéfice de toutes et de tous.

Penser l'avenir. Le construire. Ensemble.

Bonne lecture !.

SOMMAIRE

P. 4 **NOUVELLES PERSPECTIVES D'UN CONTINENT EN PLEINE MUTATION**

- Une confiance dans l'avenir du continent renouvelée
- Un déséquilibre régional manifeste
- Des économies locomotives qui attirent les investisseurs
- De nombreux défis à relever pour améliorer l'attractivité du continent
- La structuration d'un marché unique, nouveau moteur des investissements
- Des freins à l'investissement qui demeurent important

P. 10 **FOCUS**

- Sectoriel : de nouveaux secteurs d'activités prometteurs
- Démographie : un dividende démographique à exploiter
- Innovation : un tissu entrepreneurial dynamique
- Énergie : l'Afrique s'adapte à la transition énergétique
- Agriculture : un pilier aux multiples enjeux
- Infrastructures : le développement des infrastructures, défi majeur de l'Afrique
- ZLECAf : l'intégration économique du continent en perspective

P. 17 **L'AFRIQUE À HORIZON 2030 : UN MARCHÉ PLUS INTÉGRÉ, PLUS INCLUSIF, PLUS RESPONSABLE**

P. 18 **REGARDS CROISÉS**

- La refonte nécessaire de la structure de financement des économies africaines
- Une décennie pleine de promesses
- La numérisation au service du continent
- Le boom de l'entrepreneuriat africain
- Les espoirs de la Zone de Libre-Échange Continentale africaine
- L'émergence d'une nouvelle génération de talents
- Des défis à relever pour aborder l'avenir sereinement

UNE CONFIANCE DANS L'AVENIR DU CONTINENT RENOUVELÉE

Une très large majorité des investisseurs internationaux aborde les dynamiques économiques du continent africain de manière positive. L'optimisme marque toutefois un léger recul par rapport aux résultats de 2015.

- Le niveau de confiance à l'horizon 2030 exprimé par les investisseurs est élevé, démontrant l'attractivité économique du continent africain.
- Cet optimisme quant à l'avenir est néanmoins en baisse par rapport à celui exprimé en 2015 (84,9% contre 100% par le passé).
- Environ 15% des répondants sont pessimistes pour le futur économique du continent, un chiffre en augmentation par rapport aux dynamiques exprimées en 2015, où personne n'avait émis d'avis négatif.

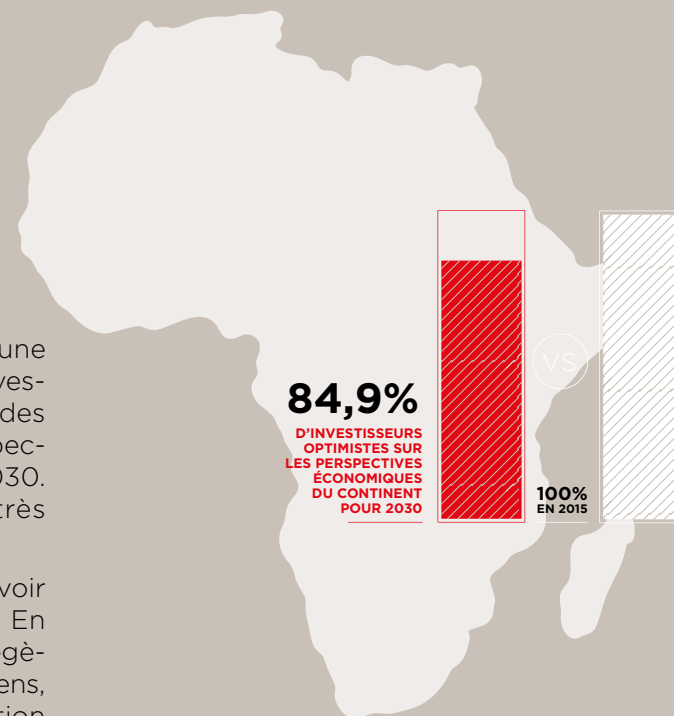
L'Afrique est toujours perçue comme l'une des régions les plus attractives par les investisseurs internationaux. En effet, 84,9% des sondés sont optimistes quant aux perspectives économiques de l'Afrique pour 2030. Parmi eux, 19% se déclarent même très optimistes.

Ce résultat flatteur laisse toutefois entrevoir une relative prudence quant à l'avenir. En effet, la crise de la Covid-19 est venue légèrement nuancer l'afro-optimisme. En ce sens, 15% des répondants adoptent une position négative quant à l'avenir économique du continent.

Les dernières études de la Banque mondiale, de la CNUCAD et du GIGA insistent sur une dégradation des bilans financiers des États et des entreprises sur le continent, une contraction de la croissance et une expansion de la pauvreté. Cela s'explique par une baisse observée de la consommation domestique et des investissements, dans le contexte d'un ralentissement économique mondial consécutif aux mesures sanitaires prises pour enrayer la pandémie de Covid-19.

À ce titre, selon la Banque mondiale, la croissance économique en Afrique subsaharienne s'est contractée de 2% en 2020, soit une récession inédite sur ces 20 dernières années.

Toutefois, la tendance est aujourd'hui à la reprise au niveau continental et la plupart des indicateurs laissent entrevoir un retour de la croissance et confirment la résilience des économies africaines face aux crises mondiales.



UN DÉSÉQUILIBRE RÉGIONAL MANIFESTE

L'Afrique de l'Est se distingue comme étant la région avec le plus fort potentiel de croissance selon les investisseurs internationaux. L'Afrique de l'Ouest se positionne en pôle de stabilité, tandis que l'Afrique centrale reste en retrait. Ces résultats illustrent les disparités du continent et de ses économies nationales.

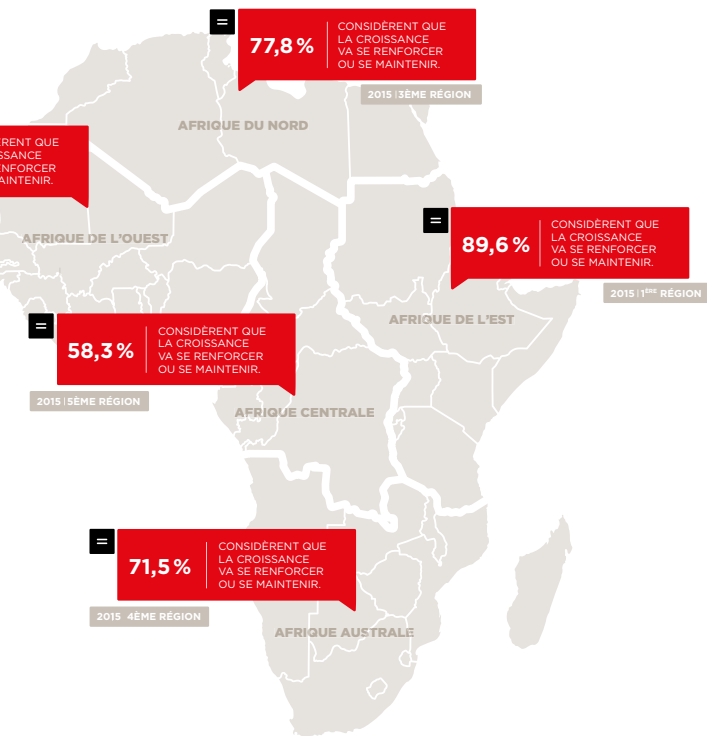
- L'Afrique de l'Est est la région où le potentiel de croissance est le plus important et apparaît comme le marché le plus stable à horizon 2030 à l'instar de l'Afrique de l'Ouest.
- L'Afrique du Nord et l'Afrique Australe reste des marchés porteurs au potentiel de croissance reconnu.
- L'Afrique centrale est perçue comme la région la plus en retrait.

L'Afrique de l'Est apparaît comme le marché le plus dynamique pour 89,6 % des investisseurs sondés qui considèrent que le niveau de croissance à vocation à se maintenir voire à se renforcer à horizon 2030. En effet, la sous-région bénéficie de l'expansion de marchés solides aux économies diversifiées avec l'Éthiopie, le Kenya ou la Tanzanie. Aussi, elle se place au cœur du nouvel espace économique constitué par la ZLECAF.

L'Afrique de l'Ouest (79,2 %) suscite également un optimisme important porté par des économies en plein développement comme le Nigéria, première puissance démographique du continent, mais aussi le Ghana et la Côte d'Ivoire.

Ces résultats viennent d'ailleurs enrichir les perspectives d'évolution de 2015, puisqu'alors l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est étaient déjà les régions perçues comme étant les plus prometteuses en matière de croissance.

L'Afrique du Nord (77,8 %), et l'Afrique Australe (71,5 %), conservent également un niveau de confiance élevé parmi les investisseurs internationaux. Chacune de ces régions bénéficie de marchés porteurs avec respectivement avec le Maroc et l'Égypte, et l'Afrique du Sud. Toutefois, l'instabilité chronique de certains pays dans ces zones viennent en réduire le potentiel.



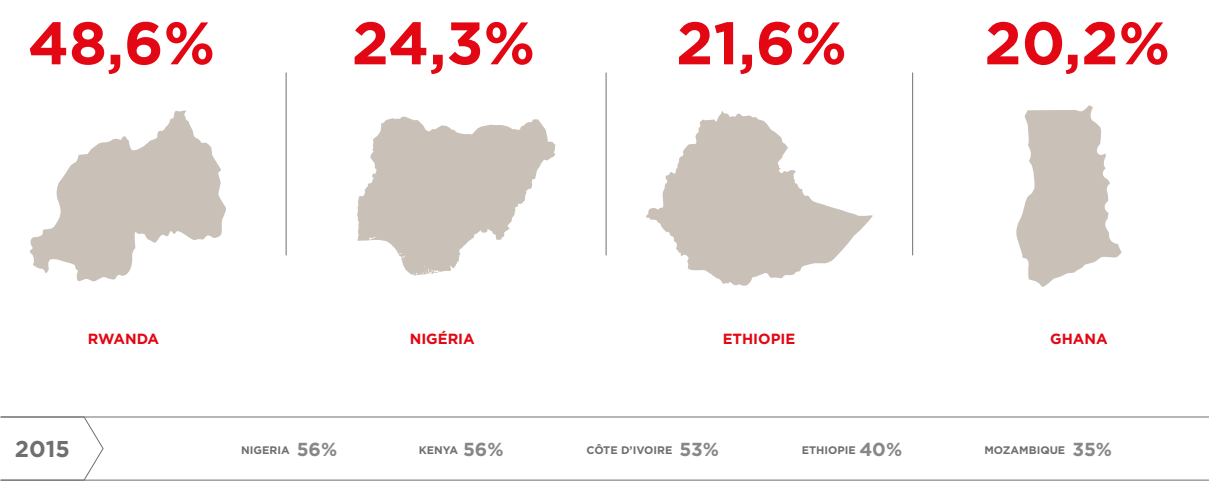
L'Afrique centrale semble être la région la plus en retrait puisque seuls 58,3 % des sondés envisagent un maintien ou une augmentation de la croissance. La sous-région reste toutefois attractive pour des investissements sectoriels spécifiques comme pour le potentiel de marchés prometteurs comme le Cameroun.

Bien qu'encourageants, ces résultats témoignent d'une baisse notable de l'optimisme des investisseurs internationaux par rapport à 2015 quant au potentiel de croissance. En effet, le niveau d'enthousiasme était deux à trois fois plus important en 2015.

DES ÉCONOMIES LOCOMOTIVES QUI ATTIRENT LES INVESTISSEURS

Les investisseurs internationaux perçoivent le Rwanda, le Nigéria et l'Éthiopie comme les économies les plus prometteuses du continent à horizon 2030.

- Les réponses des investisseurs quant aux pays les plus prometteurs sont plus modérées en 2020 que dans l'étude parue en 2015.
- Le Rwanda se hisse à la première place du classement des économies perçues comme étant les plus attractives par les investisseurs internationaux.
- Le Nigéria et l'Éthiopie complètent le podium avec 24,3% et 21,6% d'opinions favorables.



Les économies locomotives semblent être moins clairement identifiées par notre panel en 2020, comparativement aux réponses obtenues en 2015.

Le Rwanda se positionne en tête du classement avec 48,6% de mentions alors qu'il ne se plaçait qu'à la 12^e place dans notre édition de 2015. La croissance continue et soutenue du pays ces dernières années, comme son émergence en tant que modèle de gouvernance et de transformation en font une économie attractive.

En seconde position avec un score de 24,3%, le Nigéria recule d'une place par rapport à 2015. Première économie du continent disposant d'un marché intérieur dynamique et d'une population jeune, le pays suscite toujours l'enthousiasme des investisseurs.

L'Éthiopie se place en troisième position (21,6 %) et gagne une place. L'économie éthiopienne bénéficie de secteurs dynamiques comme ceux de l'industrie, des infrastructures,

des services, et de l'agriculture. Son potentiel s'appuie également sur la deuxième population plus importante du continent.

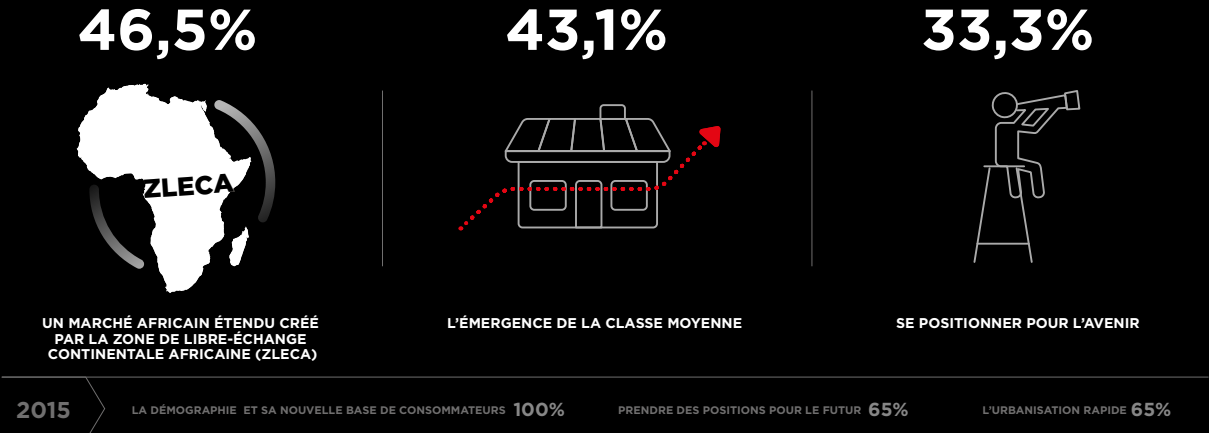
En quatrième position, le Ghana semble conforter la confiance des sondés en gagnant quatre places. La stabilité du système de gouvernance rassure.

Le Maroc et l'Afrique du Sud se placent ex-aequo sur la cinquième marche de ce classement avec 18,9% d'opinions positives exprimées par notre panel. Les deux pays restent des économies solides et résilientes qui conservent la confiance des investisseurs internationaux.

LA STRUCTURATION D'UN MARCHÉ UNIQUE, NOUVEAU MOTEUR DES INVESTISSEMENTS

Interrogés au sujet des principales raisons d'investir en Afrique à horizon 2030, les investisseurs internationaux place les opportunités portées par la création de la ZLECAf ainsi que l'émergence de la classe moyenne comme d'une classe moyenne plus forte et plus importante.

- La ZLECAf et la création d'un marché africain dynamique représente un atout indéniable pour 46,5 % des sondés ;
- L'émergence d'une classe moyenne, qui dispose des capitaux pour soutenir la consommation, est un attrait qui motive 43,1 % des investisseurs ;
- Sur le long terme, l'Afrique représente un potentiel fort et amène les investisseurs internationaux à prendre des positions pour l'avenir.



L'objectif de la ZLECAf est de former l'un des principaux espaces de coopération économique au monde. Le 1er janvier 2021, a marqué l'entrée en vigueur de cet espace unique qui a vocation à réunir l'ensemble des économies continentales à terme. En rassemblant plus de 1,2 milliard de personnes, et agréant un PIB de plus de 2 500 milliards de dollars, la ZLECAf se positionne comme moteur des échanges économiques intra-africains.

Aussi, pour 46,5 % des investisseurs internationaux sondés, la création de ce marché intégré, large et dynamique représente la principale raison d'investir sur le continent. À moyen et plus long terme, celui-ci doit permettre de stimuler le commerce régional, baisser le coût des échanges et harmoniser les procédures aux frontières afin de mieux absorber de potentiels perturbations économiques futures.

Véritable source de développement, par le biais d'un élargissement des capacités de production, de la productivité et de la com-

pétitivité, la banque Mondiale insiste d'ailleurs sur l'augmentation future du revenu réel et la baisse de la pauvreté.

Celle-ci favorisera donc l'émergence, déjà engagée, d'une classe moyenne, qui dispose de revenus leur permettant de consommer davantage, et d'ainsi soutenir la croissance, est aussi un aspect qui motive 43,1 % des investisseurs, en quête de placements viables.

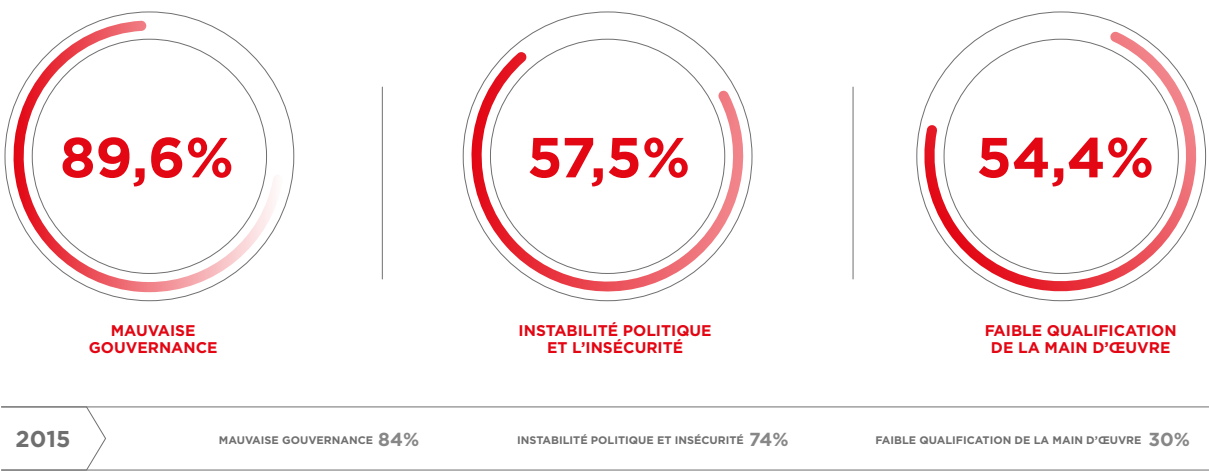
Elle pourrait donc être à la base d'un cercle vertueux, en stimulant l'entrée des capitaux associée aux investissements internationaux tout en parvenant à conserver une part plus importante de la création de valeur et ainsi réduire les conséquences de la dégradation des termes de l'échange auxquelles l'Afrique est confrontée depuis trop longtemps.

Ces effets attendus poussent les investisseurs internationaux à prendre des positions pour l'avenir (33,3 %) et participer ainsi au succès attendu de ce nouvel espace intégré et inclusif.

LA QUESTION DE LA GOUVERNANCE AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS

Les répondants désignent de manière quasiment unanime les difficultés liées à la mauvaise gouvernance et l'instabilité chronique comme principaux obstacles à l'investissement.

- Déjà identifié en 2015 comme frein principal à l'investissement, la mauvaise gouvernance demeure un élément central dans la prise de décisions des acteurs économiques.
- L'instabilité politique et l'insécurité représentent le deuxième obstacle le plus souvent cité, avec 57,6 % des investisseurs qui le fustigent.
- La faible qualification de la main d'œuvre est relevée par plus d'un investisseur sur deux (54,4 %), soit une augmentation de 20 points de pourcentage par rapport à 2015.



Pour une nette majorité du panel (89,6 %), les défis dans ce domaine peuvent décourager les investisseurs à entreprendre en Afrique. Déjà cité comme l'élément le plus déterminant en 2015, cette proportion est toutefois en hausse de cinq points. Cela démontre que les efforts engagés en matière de transparence, d'accès à l'information et aux services publics doivent être accentués.

Dans son Agenda 2063, l'Union Africaine établit la bonne gouvernance comme une priorité pour instaurer le respect des principes démocratiques, des droits humains, de la justice et de l'État de droit sur le continent. Alors que l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique a diminué, les aspects liés à la participation citoyenne et aux droits de la société civile restent à consolider.

L'instabilité politique et l'insécurité constituent le deuxième obstacle le plus souvent identifié, avec 57,5 % des investisseurs qui

l'ont désigné. Déjà mentionné comme très contraignant en 2015 (74 %), les enjeux de stabilité et de sécurité restent importants, notamment dans la bande sahélienne. De nombreux conflits s'enlissent lorsque d'autres émergent dans des zones qui semblaient préservées.

La faible qualification de la main d'œuvre est mentionnée par plus d'un investisseur sur deux (54,4 %). Cela équivaut à une augmentation de 20 points par rapport à 2015, confortant le besoin de mieux accompagner le potentiel que représente le capital humain en Afrique.

L'incertitude sur le retour sur investissement est quant à elle relevée par 47,5 % des sondés et se trouve accentuée par les autres contraintes précitées.

DE NOMBREUX DÉFIS À RELEVER POUR AMÉLIORER L'ATTRACTIVITÉ DU CONTINENT

Pour stimuler davantage son attractivité, les investisseurs estiment que le continent africain devrait miser sur l'amélioration de ses infrastructures et sur la mise à niveau de son capital humain, tout en instaurant un climat des affaires attractif.

- L'amélioration de la qualité des infrastructures représente le défi continental le plus important d'après les investisseurs.
- Le développement du capital humain constitue un autre levier de mobilisation pour une majeure partie des sondés.
- Le cadre politique et réglementaire, déjà identifié comme largement perfectible en 2015, est toujours perçu comme un axe de réforme essentiel pour améliorer le climat des affaires.



D'après les investisseurs interrogés, le défi majeur du continent est l'amélioration de la qualité des infrastructures, citée par 53,5 % des répondants. En effet, la poussée démographique devrait voir la population doubler d'ici 2050. Cette croissance rapide nécessite la mise en place de nombreuses infrastructures (routes, ponts, réseaux d'énergie, ouvrages hydrauliques, réseaux numériques, etc.) selon l'OCDE. Le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) 2021-2030 souligne la nécessité d'une stratégie continentale intégrée en vue d'accompagner les nouveaux besoins d'une population grandissante.

L'amélioration du capital humain constitue un autre levier à mobiliser pour 50,7 % des sondés. L'éducation est primordiale, notamment en Afrique subsaharienne où le taux d'exclusion scolaire est le plus élevé au monde. Environ un tiers des enfants âgés entre 12 et 14 ans ne sont pas scolarisés selon l'Institut de Statistique de l'Unesco.

Cette réalité touche davantage les filles, une situation qu'il est indispensable de résoudre pour promouvoir une société plus inclusive.

Le développement des infrastructures et du capital humain sont des besoins de plus en plus pressants puisqu'ils n'étaient pas identifiés comme des pistes majeures il y a cinq ans. En effet, la mauvaise qualité des infrastructures était alors soulignée par 21 % des investisseurs et les défis liés au capital humain mentionnés par seulement 12 % d'entre eux.

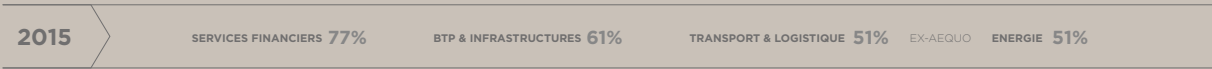
De plus, l'amélioration du climat des affaires demeure un pilier fondamental pour le développement du continent. En effet 49,3 % érigent la lutte contre l'instabilité politique comme une priorité, tandis que 42,4 % insistent sur la lutte contre la corruption comme socle du développement futur du continent. Ces éléments étaient les défis les plus souvent cités en 2015.

Enfin, 34,7 % des répondants pointent le besoin de faciliter l'accès aux marchés de capitaux, une donnée mentionnée par seulement 7,1 % des investisseurs en 2015. Cet élément est en effet fondamental pour attirer les investisseurs étrangers.

FOCUS SECTORIEL
DE NOUVEAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS PROMETTEURS

Les répondants partagent leur vision des secteurs les plus prometteurs en Afrique à horizon 2030. Le BTP et les infrastructures ainsi que l'agriculture dominent, alors que les TICs enregistrent une croissance rapide.

- Les investisseurs estiment que le secteur le plus propice aux investissements est celui des infrastructures et de la construction (62,6%), confortant les tendances de 2015.
- L'agriculture s'impose comme un secteur à suivre, avec 60,6% des répondants qui plébiscitent ce pan de l'économie.
- Environ un investisseur sur deux identifie les TICs comme un domaine d'avenir, une tendance qui s'est largement renforcée depuis 2015.



Le continent africain connaît une croissance démographique rapide, qui va accentuer la pression sur les aires urbaines et imposer un développement d'infrastructures pour accompagner cette croissance.

Les institutions internationales comme la Banque africaine de développement et l'OCDE, à travers le programme PIDA, érigent le développement des infrastructures en priorité majeure du continent. Le montant annuel des investissements dans ce secteur a doublé par rapport à celui du début des années 2000.

De fait, 62,6% de notre panel présentent le BTP et les infrastructures comme les secteurs les plus porteurs à horizon 2030.

Alors que 600 millions d'Africains manquent encore d'accès à l'électricité, la hausse des investissements dans le secteur de l'énergie et des transports pourrait aider le continent à réaliser des progrès vers les objectifs de développement durable (ODD).

L'agriculture est perçue comme essentielle par 60,6% des sondés. Le secteur reste un des piliers de la plupart des économies africaines. L'augmentation de la productivité agricole est un levier important pour une croissance inclusive et doit permettre de réduire la dépendance alimentaire ainsi que la vulnérabilité aux perturbations des chaînes d'approvisionnement.

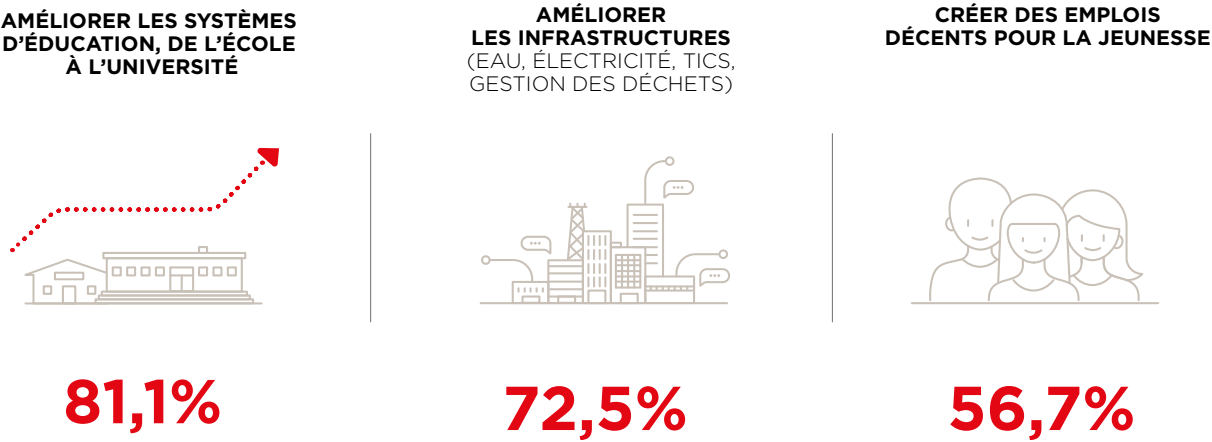
Près d'un investisseur sur deux place les TICs (49,9%) comme un domaine d'avenir, une tendance qui s'est largement renforcée depuis 2015 (seulement 26%) et démontre le dynamisme de l'écosystème d'innovation.

Avec 46,9% des réponses, soit un niveau similaire à celui de 2015, le secteur de l'énergie devance les transports et la logistique, ainsi que l'industrie. Ce dernier domaine est perçu comme porteur par 40,4% des sondés. Il s'agit d'une augmentation de 17 points de pourcentage par rapport à 2015.

FOCUS DÉMOGRAPHIE
UN DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE À EXPLOITER

La forte croissance démographique du continent est aujourd'hui sans équivalent. Toutefois, un certain nombre de mesures doivent être prises pour permettre de convertir cette réalité en opportunités d'avenir.

- L'Afrique jouit d'une croissance démographique des plus importantes.
- Pour convertir cette réalité en atout, des décisions stimulant la formation et la diversification de l'économie doivent être mises en place.
- Le continent demeure encore faiblement équipé pour faire face aux bouleversements techniques et technologiques à venir.



Dans son rapport thématique intitulé « Bâtir les compétences pour la diversification économique en Afrique centrale », la CEA souligne l'importance de développer des formations professionnelles et techniques, en intelligence avec l'industrie, afin d'absorber la réserve de main-d'œuvre que représente la jeunesse africaine, en plus de bâtir des infrastructures résilientes pour promouvoir une industrialisation durable.

L'Afrique, avec ses atouts démographiques, dispose d'un potentiel indéniable pour tirer profit des nouvelles opportunités économiques créées par les industries du futur, renforcer sensiblement la productivité de sa main d'œuvre et diversifier ainsi son économie.

Pour y arriver, le continent devra promouvoir une croissance économique portée par des talents affirmés et assurer ainsi des emplois décent et massifs pour la majorité de sa population particulièrement jeune. Inversement, si ce « dividende démographique » n'est pas exploité, les risques

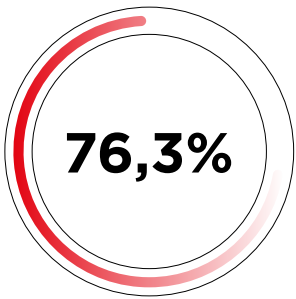
associés seront lourds de conséquences. Aujourd'hui, en Afrique, les jeunes font partie des catégories de population les plus vulnérables. Les 15-24 ans forment la grande majorité des pauvres selon un rapport de la Banque Africaine de Développement publié en 2016. Les jeunes ont besoin des compétences et qualifications pertinentes pour répondre aux besoins d'un marché de travail dynamique au sein d'économies en mutation perpétuelle.

Le continent reste loin de mobiliser son potentiel en capital humain et demeure insuffisamment équipé pour affronter les risques liés à ses difficultés à proposer suffisamment de débouchés professionnels à une population jeune et croissante. Ainsi, l'Indice global du capital humain développé par le Forum Économique Mondial indique que l'Afrique Sub-Saharienne ne s'appuie que sur 55% de son potentiel en capital humain, pour une moyenne de 65% au niveau mondial.

FOCUS INNOVATION
UN TISSU ENTREPRENEURIAL DYNAMIQUE

L'innovation africaine suscite un grand intérêt de la part des investisseurs. En adoptant une approche régionale, les retombées pourraient bénéficier au plus grand nombre.

- L'innovation africaine est portée par plusieurs pays dont les écosystèmes sont particulièrement dynamiques.
- Ces efforts en matière de R&D vitalisent tout particulièrement les secteurs de la santé et de l'énergie.
- Une approche régionale intégrée pourrait faciliter l'exploitation du potentiel économique et technologique africain.



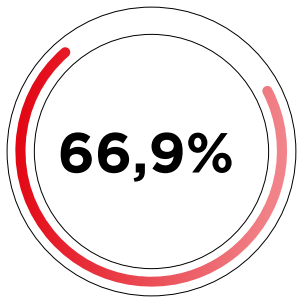
PERMETTRE UNE MEILLEURE
INCLUSION ÉCONOMIQUE

L'innovation africaine dispose de grandes potentialités. En raison du contexte démographique, l'Afrique représente un marché extrêmement attractif pour les nouvelles technologies.

En dépit de certaines barrières administratives et infrastructurelles, de nombreux pays, à travers le continent, disposent d'un écosystème entrepreneurial dynamique. Si le Maroc émerge fortement, l'Afrique du Sud dispose d'atouts considérables, tout comme le Kenya, ou le Nigéria, pour s'imposer comme des acteurs clés de l'innovation.

Malgré la crise sanitaire, les quelques 397 start-ups africaines ont levé \$701,5 millions en 2020, soit une hausse de 42,7% par rapport à l'année précédente selon la plateforme Disrupt Africa.

Cette confiance des investisseurs justifie des avancées considérables pour les sociétés du continent. En effet, le tissu innovant fait souvent la part belle aux domaines liés à la santé, aux énergies renouvelables, ou à l'accès à des systèmes financiers de base, contribuant non seulement à améliorer le niveau de services aux populations, tout en favorisant l'émergence de sociétés plus inclusives.

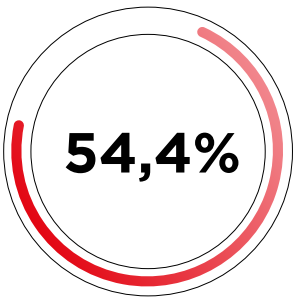


ACCÉLÉRER LA DIVERSIFICATION
DES ÉCONOMIES

Dans les prochaines années, les politiques d'innovation devraient occuper une place encore plus importante au sein des politiques de développement des pays africains. Les ambitions industrielles respectives des pays soulignent l'importance des partenariats régionaux pour parvenir à déployer le potentiel d'innovation du continent.

La construction de chaînes de valeurs régionales pourraient ainsi faciliter l'exploitation du potentiel économique et technologique africain en réalisant des économies d'échelle.

La CEA travaille de concert avec les communautés économiques régionales pour développer un plan directeur harmonisé et consolidé d'industrialisation et de diversification économique (PDIDE) régional, notamment en Afrique centrale. Celui-ci couvre l'ensemble des 11 pays de la sous-région, place l'innovation au cœur de la diversification économique et vise à renforcer la capacité de la sous-région à résister aux chocs économiques, assurer la reprise après la COVID-19 et enraciner les valeurs cardinales du développement durable.



RATTRAPER LE RETARD
SUR LES ÉCONOMIES
PLUS MATURES

FOCUS ÉNERGIE
L'AFRIQUE S'ADAPTE À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'Afrique se doit de prendre un virage vers les énergies propres, pour intégrer la nécessité de protéger la planète et respecter les standards internationaux. Les aides internationales au continent participent largement à déployer ce nouveau mode de développement.

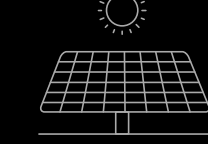
- Comme l'urgence climatique l'exige, l'Afrique oriente sa production d'énergie vers des ressources renouvelables.
- La communauté internationale contribue au lancement de nombreuses initiatives pour accélérer la transition énergétique du continent.
- Ces investissements devraient stimuler de nombreux pans de l'économie africaine.

ÉNERGIE HYDRAULIQUE



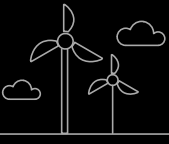
62% ÉNERGIE
HYDRAULIQUE

ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE



61,1% ÉNERGIE
PHOTOVOLTAÏQUE

ÉNERGIE ÉOLIENNE



53% ÉNERGIE
ÉOLIENNE

Le secteur de l'énergie subit actuellement une transformation majeure avec la montée en puissance des initiatives de décarbonisation au niveau mondial. Le continent africain n'échappe pas à cet impératif d'orienter la production d'énergie vers des sources propres et renouvelables ainsi que d'appliquer des stratégies d'efficacité énergétique.

Pour atteindre l'Objectif de Développement Durable 7 fixé par l'Assemblée générale des Nations unies – une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous – les investissements dans les énergies renouvelables comme le solaire, l'hydraulique ou l'éolien sont primordiaux.

L'Initiative de l'Afrique sur les Énergies Renouvelables (AREI) en est notamment un des fers de lance. Lancée par les chefs d'États africains à la COP 21 de 2015, soutenue par l'Union africaine et le comité des chefs d'États et de gouvernements africains sur les changements climatiques, l'AREI ambitionne de mobiliser le potentiel africain pour produire au moins 300 GW d'énergies renouvelables d'ici 2030.

Il est aussi intéressant de noter le soutien de la communauté internationale pour accélérer

le processus, avec des financements importants de la Commission européenne, des pays du G7, de la Suède et des Pays-Bas.

De même, la mobilisation du secteur privé est décisive. Le Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA) est un outil multi-donateurs spécial géré par la Banque Africaine de Développement. Il permet de mobiliser les investissements pour l'inclusion énergétique.

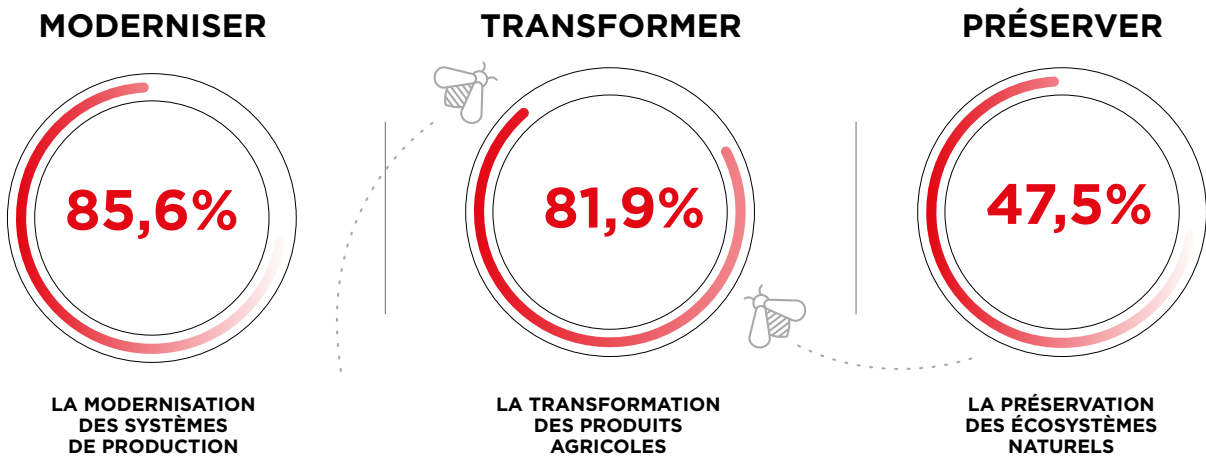
Le potentiel africain en matière de sources d'énergie renouvelables demeure encore largement sous-exploité malgré les mesures de politiques publiques évoquées. Ainsi, la Banque africaine de développement (BAD) jauge le potentiel solaire continental à 10 térawatts et à 110 gigawatts pour l'éolien. Plusieurs pays présentent des conditions climatiques favorables au développement de la production de ces énergies.

En outre, les projets hydroélectriques d'Inga, en RDC, ou du barrage de la renaissance en Éthiopie, témoignent du potentiel de l'énergie hydraulique. L'aboutissement de ces projets est censé renforcer l'offre énergétique du continent, fer de lance de la mise en œuvre effective de ses plans d'industrialisation.

FOCUS AGRICULTURE
L'AGRICULTURE, UN PILIER AUX MULTIPLES ENJEUX

L'agriculture est un pilier important du développement africain. Encore en proie à des défis pluriels, le continent pourrait soigner en partie ses maux grâce à un développement agricole solide.

- L'agriculture est un secteur de l'économie absolument essentiel pour l'Afrique, en raison des attributs naturels inouïs du continent.
- Le développement agricole implique des bénéfices économiques, humains, et environnementaux.
- L'agro-industrie représente une réponse crédible pour augmenter les rendements des différentes filières.



L'Union africaine a décidé, il y a 10 ans, de faire de l'agriculture un des principaux piliers du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique.

Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle du continent a des implications multisectorielles et des bénéfices économiques indéniables.

En premier lieu, l'agriculture est un levier fondamental de la transformation économique de l'Afrique. Le secteur agroalimentaire constitue effectivement le secteur productif qui dispose du plus grand potentiel de création d'emplois.

Par ailleurs, les enjeux sont humains puisque le développement viable de l'agriculture permet de limiter l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Ils sont aussi environnementaux, la gestion durable des ressources naturelles étant désormais érigé en priorité.

Enfin, les retombées de la sécurité alimentaire sont politiques, car elle permettrait d'affirmer la souveraineté, la stabilité, et le rayonnement international de l'Afrique.

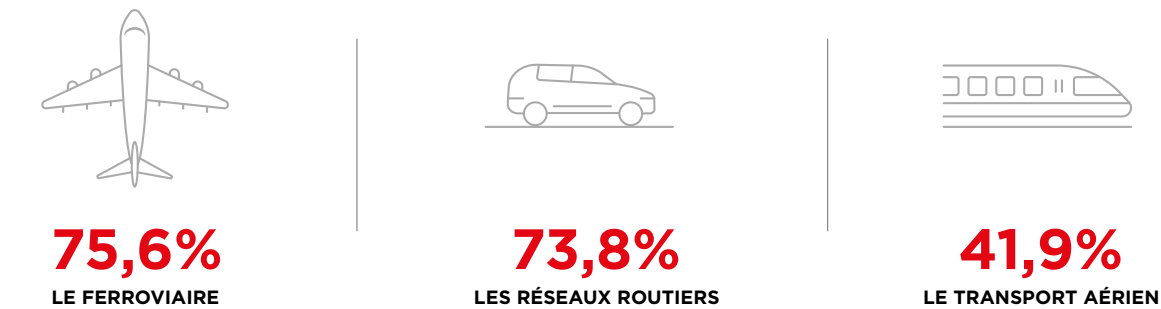
Pour répondre à tous ces enjeux, l'agro-industrie est clé pour permettre à l'Afrique de s'industrialiser et réussir sa transformation économique le point de départ de toute transformation structurelle demeure un gain de productivité en agriculture ainsi que l'intégration du secteur à une industrie manufacturière et des services modernes.

Malgré ce potentiel reconnu, l'agriculture africaine souffre encore des faibles rendements de facteurs de production. Cette situation résulte d'un faible accès aux intrants et aux technologies modernes (semences à haut rendement, engrais, irrigation, mécanisation...) et à une intégration efficiente aux marchés de consommation, de plus en plus tournés vers des produits alimentaires à valeur ajoutée.

FOCUS INFRASTRUCTURES
LE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES, DÉFI MAJEUR DE L'AFRIQUE

Le déséquilibre infrastructurel du continent ralentit la croissance économique et sociale. Face à la pression démographique, le développement d'infrastructures à même de répondre aux besoins des populations représente un enjeu central.

- Le déficit infrastructurel doit être résorbé pour favoriser le développement économique et social.
- Les routes, le rail, l'aérien, les télécommunications, doivent être mis à niveau.
- La ZLECAf peut redynamiser la connectivité du réseau infrastructurel africain.



Le déficit infrastructurel de l'Afrique est conséquent et freine la croissance économique ainsi que le progrès social du continent. Le rapport « Des infrastructures de qualité pour l'Afrique du ^{xx}^e siècle », publié par le Centre de développement de l'OCDE et par le Centre africain pour la transformation économique, partage ce constat.

Le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) 2021-2030 répond à cette nécessité d'adopter une stratégie continentale améliorant le réseau matériel africain.

La Banque africaine de développement (BAD) met en avant plusieurs secteurs qui requièrent des investissements massifs. Le transport constitue un pilier fondamental de ce dispositif.

Les routes sont le premier mode de transport emprunté en Afrique, mais parmi elles, une sur deux est considérée comme impraticable ou inaccessible en fonction des aléas clima-

tiques et de défis liés à la gestion du réseau. Le rail est quant à lui souvent obsolète et ses performances insuffisantes face aux besoins pressants de la population et des échanges commerciaux.

En ce qui concerne le secteur aérien, le défi principal reste la sécurité : l'état des flottes comme le suivi et la qualité de la maintenance restent éloignés des standards internationaux. Les infrastructures aéroportuaires sont trop souvent mal équipées et mal entretenues. Cette combinaison aboutit à un taux d'accident des plus élevés par rapport à la moyenne du reste du monde.

A l'ère de la ZLECAf, améliorer la connectivité entre pays africains est essentiel pour saisir des opportunités d'affaires à travers le continent. Il s'agit d'une exigence pour garantir l'intégration tant au niveau de la sous-région que du continent. Le grand bénéfice d'une telle mesure est la réduction des coûts de transaction, rendant les ressources plus compétitives.

FOCUS ZLECAF
L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DU CONTINENT EN PERSPECTIVE

La ZLECAf vise à stimuler le commerce intrarégional, encore faible en Afrique. La structuration de ce marché immense apparaît comme décisive pour accélérer la transformation du continent.

- La part du commerce intrarégional de marchandises en Afrique demeure faible.
- Pour répondre à cette défaillance, la ZLECAf, zone de libre-échange rassemblant les 55 membres de l'Union africaine, a été lancée.
- Avec pour objectif de renforcer l'économie africaine, la ZLECAf est un marché unique qui devrait contribuer à l'amélioration du revenu réel et diminuer la précarité.



Après l'Océanie, l'Afrique affiche la part du commerce intrarégional de marchandises la plus faible au monde (environ 15% en 2017). Ce constat a motivé la mise en place de la ZLECAf.

Celle-ci représente un marché de 1,2 milliard de personnes et un produit intérieur brut (PIB) de 2,5 milliards de dollars, rassemblant les 55 membres États de l'Union africaine. Il s'agit de la plus grande zone de libre-échange du monde depuis la formation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les leviers sont donc extrêmement importants pour les investisseurs.

De fait, en stimulant le commerce intra-africain, la ZLECAf peut accélérer l'industrialisation du continent et sa transformation structurelle, à travers le développement de chaînes de valeurs régionales. Le succès de ces dernières

nécessite la mise en œuvre de politiques industrielles nationales et régionales favorables à la diversification verticale et horizontale de la production.

De surcroît, en établissant un marché unique pour les biens et services qui élimine les droits de douane de 90% et s'attaque aux barrières non tarifaires telles que les délais douaniers, la ZLECAf envoie un signal fort aux investisseurs locaux et étrangers.

La structuration de l'économie continentale et son intégration semblent d'autant plus urgentes lorsqu'on considère les conséquences de la crise sanitaire liée à la COVID-19. La ZLECAf permettra à l'Afrique de consolider la résilience de ses économies et de mieux résister aux chocs économiques et sociaux de demain.

L'AFRIQUE À HORIZON 2030 : UN MARCHÉ PLUS INTÉGRÉ, PLUS INCLUSIF, PLUS RESPONSABLE



Vera Songwe,
Secrétaire générale adjointe des Nations Unies
Secrétaire exécutive de la Commission Économique pour l'Afrique des Nations Unies

L'optimisme des investisseurs internationaux sondés quant aux perspectives de croissance de l'Afrique à horizon 2030 est à mettre en relation avec la ratification de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) par de nombreux pays.

Cet espace économique ayant vocation à réunir l'ensemble des pays africains au sein d'un marché unique de 1,2 milliard de personnes et cumulant un produit intérieur brut de 2 500 milliards de dollars sera la plus grande zone de libre-échange au monde depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce.

Un marché africain plus large, mieux intégré et dont les barrières au commerce sont appelées à disparaître donnera un coup de pouce aux échanges intra-africains qui demeurent de plus faibles lorsque comparés à la dynamique dans les autres ensembles régionaux. Un nouveau marché qui doit servir de tremplin à l'industrialisation du continent ainsi qu'à la diversification tant souhaitée de son économie.

Pour tirer le plein parti de la ZLECAf, les répondants ont, à juste titre, souligné la nécessité de développer les infrastructures de base, d'améliorer le capital humain ainsi que le climat des affaires ; autant d'agendas que la Commission économique pour l'Afrique (CEA) appuie pour une Afrique prospère résolument orientée vers l'atteinte des objectifs du développement durable. En effet, face à la mégatendance du changement climatique, l'Afrique doit promouvoir davantage une économie verte et surtout faire un virage vers les énergies propres et renouvelables. Cet engagement doit permettre de répondre à la nécessité de protéger notre planète grâce à une meilleure gestion de ses ressources hydrauliques, forestières mais aussi ses minerais stratégiques qui servent à la fabrication des batteries électriques ou de composants électroniques. Ces nouveaux débouchés d'industrie de pointe ont d'ailleurs vocation à être produits sur le continent à l'avenir, afin de réduire les effets néfastes de la dégradation des termes de l'échange. La CEA appuie d'ailleurs de nombreuses initiatives en ce sens, comme le développement de la chaîne de valeur régionale des batteries et des véhicules électriques, et plus largement des énergies renouvelables.

Notre engagement à la CEA de soutenir une économie plus responsable, plus inclusive en participant activement à la constitution de la ZLECAf et en s'attellant à répondre aux enjeux d'avenir, renforce l'attractivité des marchés africains pour l'avenir.

REGARDS CROISÉS

Cette synthèse est tirée d'entretiens individuels réalisés par Havas Paris et la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA), avec des dirigeants de premier plan qui participent, au quotidien, au développement du continent.

LA REFONTE NÉCESSAIRE DE LA STRUCTURE DE FINANCEMENT DES ÉCONOMIES AFRICAINES

La question du financement de la croissance économique en Afrique est aujourd'hui centrale. La survenance de la pandémie du Covid-19 et ses conséquences économiques a d'ailleurs provoqué d'importants mouvements de fonds étrangers jusqu'alors mobilisés pour le développement de projets en Afrique et qui ont été redirigés vers des économies plus matures. Ce phénomène a accéléré la prise de conscience du danger que représente le modèle actuel de financement de la croissance par des fonds extérieurs, et aussi de la nécessité d'améliorer de la mobilisation et de la conservation des ressources économiques internes.



Hassanein Hiridjee,
CEO d'Axian Group

“ Il faut régler de manière plus profonde la question du financement de la croissance en Afrique. Il faut accélérer les investissements dans les infrastructures numériques, de transport, d'éducation... car elles sont cruciales pour faire émerger une classe moyenne et répondre aux enjeux de développement des générations futures. On ne peut pas nourrir ces investissements avec le seul recours à la dette. Il est également vital de mettre en place des gouvernances plus exemplaires, tant au niveau des Etats que des entreprises privées, à travers la professionnalisation d'un certain nombre de compétences. Enfin, il faut changer le regard des investisseurs internationaux sur le continent et sortir d'images héritées de la période coloniale, en adoptant une réelle approche partenariale. ”

Si les enjeux de gouvernance semblent être un défi important à relever pour les années à venir, la question du changement de paradigme dans les relations que les acteurs publics ou privés africains entretiennent avec leurs homologues internationaux doit aussi être posée. Aussi, de plus en plus d'économies africaines s'attèlent à développer des filières de transformation pour capter une plus grande partie de la valeur ajoutée du cycle de production, et mettent en place des politiques publiques ambitieuses pour ralentir la fuite de capitaux.

UNE DÉCENNIE PLEINE DE PROMESSES

Malgré une période de turbulences, l'optimisme reste unanime quant aux perspectives de la croissance africaine à l'horizon 2030. L'enthousiasme de nos répondants provient des convictions héritées de leurs expériences sur le terrain, et ce malgré les difficultés qu'ils ont pu rencontrer. Les sociétés africaines vivent de nombreuses mutations pour favoriser l'émergence du continent, obligeant les acteurs à faire front commun afin de trouver des solutions adaptées et bénéfiques.



Paul-Harry Aithnard,
Directeur Général Ecobank Côte d'Ivoire et Directeur Régional exécutif pour la zone UEMOA

“ Je suis convaincu que les perspectives africaines sont riches en promesses pour la décennie à venir, et même bien meilleur que la situation actuelle. Les raisons de mon optimisme ont différentes origines notamment structurelles avec la croissance démographique et la jeunesse de la population, mais aussi conjoncturels avec un nouveau cycle enclenché au niveau des matières premières et de la technologie. Sans renier les réalités complexes du terrain, l'attractivité de l'Afrique va, selon moi, continuer à croître et captiver beaucoup de capitaux étrangers dans les années à venir. ”

Ces nombreux changements imputables à l'amélioration du cadre législatif dans ces pays replacent l'empowerment des femmes au centre de leurs préoccupations. L'impact de telles mesures, que ce soit au niveau économique ou social, participent à l'éradication de la pauvreté et à la facilitation de leur gestion du quotidien, favorisant ainsi le développement de l'activité professionnelle des femmes africaines. Toutefois, l'un des principaux obstacles des femmes pour accéder à une position de leadership tient au manque d'opportunités lié à la mainmise des hommes sur les postes clés. La multiplication des opportunités faites aux femmes, combinée à un cadre incitatif fort, participera à l'émergence de cette nouvelle génération. Cela passera aussi par une amélioration des conditions de travail des femmes et une reconnaissance des différents styles de leadership.

LA NUMÉRISATION AU SERVICE DU CONTINENT

Tous les secteurs d'activités sont portés par le numérique, un des atouts de transformation majeur du continent pour cette nouvelle décennie. La vitesse d'adoption de la technologie par l'ensemble de la population, notamment les jeunes urbains est très rapide. Cela crée des opportunités de transformations profondes de la consommation, notamment grâce au développement de l'e-commerce et favorisant également le développement de l'économie formelle.



Mustapha Moktass,
Founder and Chief Executive Officer chez Atlas Partners

“ Nous sommes à la croisée de deux révolutions et cela ne peut que nous rendre optimistes pour l'avenir : une révolution technologique, qui est réelle et permet un leapfrog considérable dans tous les secteurs grâce au numérique, et une révolution mentale, portée par les nouvelles générations pour qui tout est possible, car plus facile que les générations précédentes, et qui ose entreprendre. ”

L'éducation et la santé seront également des secteurs qui bénéficieront de cette mutation selon les répondants. C'est un véritable saut numérique qui est en œuvre, confirmant ainsi que les possibilités liées au développement de ce domaine n'en est qu'à ses prémices avec notamment la digitalisation des systèmes de santé qui fera sans aucun doute partie intégrante des priorités de transformation du continent.

LE BOOM DE L'ENTREPRENEURIAT AFRICAIN

Les nouvelles générations tirent avantage des nouvelles technologies pour s'insérer sur le marché du travail. Selon nos répondants, une révolution mentale s'opère depuis quelques années sur le continent avec des populations qui osent entreprendre et créer leur projet. Les solutions d'accès aux financements se démocratisent pour financer la création de projets innovants avec des capitaux qui arrivent pour les soutenir. Pour continuer et favoriser cette dynamique, des mesures incitatives devront être prises pour accompagner encore davantage les entrepreneurs.



Tidjane Deme,
General Partner, Partech Venture Africa

“ Il n'y a pas meilleur territoire pour être entrepreneur qu'en Afrique. C'est une tendance qui ne cesse de s'affirmer, bien au-delà d'un effet mode, il faut aller voir au-delà. Dans des pays où le déséquilibre est fort entre les jeunes formés et la capacité d'absorption du marché du travail, l'entrepreneuriat devient la seule voie de recours. ”

En effet, il y a un renouveau du discours faisant la promotion de l'entrepreneuriat, permettant aux entrepreneurs d'acquiescer un nouveau statut. Ils créent de l'emploi dans un pays, et par conséquent, deviennent une nécessité pour lutter contre le chômage. En comparaison avec les trajectoires qu'on connut d'autres parties du monde comme l'Amérique latine, on se rend compte qu'en terme de volume d'investissement, le continent africain va deux fois plus vite. Et au vu de la décline des zones de rendements intéressantes, l'attractivité de l'Afrique va continuer à croître et captiver beaucoup de capitaux étrangers. Pour accentuer cette dynamique, il faut favoriser la création d'entreprises, des TPE aux PME, permettant ainsi d'améliorer la gestion des ressources humaines et créer un meilleur équilibre avec le marché informel.

LES ESPOIRS DE LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE

La zone de libre-échange continentale africaine est porteuse de nombreux espoirs et promesses et augure de belles perspectives de développement pour le continent africain. Elle apparaît comme une structure permettant d'accélérer la diversification de la production et du commerce panafricain et ouvrant ainsi un nouveau champ d'échanges entre les pays signataires.



Vincent Le Guennou,
Directeur Général, associé fondateur et co-PDG,
Emerging Capital Partner

“ C'est une nouvelle plateforme d'échanges et de discussions entre pays, qui aura au moins le mérite, en plus de créer des marchés de taille plus conséquente, de traiter en amont les conflits qui peuvent émerger ailleurs : en effet les pays africains regarderont tous dans une direction commune dessinée par des intérêts communs. ”

La ZLECA est indubitablement un accord qui a l'ambition et la possibilité d'apporter un renouveau à l'économie africaine mais pas seulement. La stimulation du commerce intra-africain et de l'industrialisation, la création d'emplois et l'amélioration la compétitivité des industries africaines sur la scène mondiale sont au cœur de cette initiative. Néanmoins, à l'instar de certaines expériences précédentes, la complexité de la réalité pousse à faire preuve de prudence. La ZLECA ne produira de résultats positifs que si, dans le même temps, les différents défis inhérents au continent sont pris en compte pour assurer une stabilité dans la zone.

L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE TALENTS

À l'ère où l'Afrique est devenue le continent de la croissance, plus que jamais l'éducation et la formation sont des enjeux clé du développement du continent. Les répondants s'accordent à dire que la créativité et l'innovation de la jeunesse africaine sont la force motrice de la transformation politique, sociale, culturelle et économique du continent. Ce vivier de talents arrivés à maturité va faire la différence dans les dizaines années à venir.



Hassan El-Shabrawishi,
DG AXA Afrique

“ Si je prends l'exemple de l'éducation et de la santé, un gouffre important subsiste. Cette nouvelle génération de talents peut aussi bien représenter une opportunité qu'une résistance. S'ils sont correctement éduqués, encadrés et si nous leur fournissons un cadre de vie digne et respectueux, ils seront notre locomotive. Dans le cas contraire, ils pourraient représenter une menace à l'équilibre du système. ”

Il faut envisager une manière profonde et pérenne de parvenir à cette éducation, agissant sur l'ensemble des sujets qui concernent l'homme et la vie en société. Sans cela, le réservoir de population cesse de devenir un avantage et devient une bombe sociale. Le développement du capital humain est donc un axe de développement clé pour construire l'Afrique de demain. Cela fait ressurgir la problématique du brain drain, considérée par certains répondants comme l'une des plus grandes menaces.

DES DÉFIS SÉRIEUX À RELEVER POUR ABORDER L'AVENIR SEREINEMENT

De grandes disparités restent encore présentes et pourraient présenter d'éventuels obstacles à la croissance du continent. Pour les banques, il faudra apporter des solutions durables et rentables afin que le consommateur ait accès à des produits financiers appropriés (lignes de crédit appropriées, etc.). Les gouvernements africains devront éviter de reproduire les erreurs du passé et utiliser l'aide au développement pour investir dans des secteurs primordiaux.



Katlego Maphai,
Co-founder and CEO at Yoco

“ Anything needs a transaction. One of the biggest challenges is for the consumer to get access to proper financial products. Banks failed to provide sustainable and cost-effective solutions. The telcos did a great job to bridge the gap but today struggle to retain people. Mobile money should not remain taping codes on a phone. We need to transition towards new services and basic but real financial services. ”

Le changement climatique est également un point non-négligeable : selon les statistiques, 2016 et 2020 ont été les années les plus chaudes jamais enregistrées au niveau mondial. Sécheresses, invasions de criquets, inondations, toutes ces situations ont causé de nombreux désastres à l'échelle du continent. L'ensemble de ces challenges doivent être pris en compte pour que le continent aborde cette nouvelle décennie dans les meilleures conditions possibles, au service de son émergence.

[illegible]

HAVAS PARIS

- **Havas Paris** est l'agence de communication globale du groupe Havas et figure parmi les trois premières agences en France. Elle déploie son savoir-faire sur 6 expertises clés (Influence, Brand Culture & Publicité, Retail & Commerce, Éditorial & Contenus, People et Transformation digitale, Consulting International), au profit de l'image et de la réputation des entreprises et des marques.



La CEA joue un double rôle en tant qu'organisme régional de l'ONU et en tant que partie intégrante du paysage institutionnel régional en Afrique. Composée de 54 États membres et créée en 1958 par le Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies, la CEA est l'une des cinq commissions régionales et a pour mandat d'appuyer le développement économique et social de ses États membres, d'encourager l'intégration régionale et de promouvoir la coopération internationale pour le développement de l'Afrique.